

SAR LE PRINCE TURKI AL-FAISAL

Président du Centre du Roi Faisal pour la recherche et les études islamiques

Volker PERTHES, Président et directeur du *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*

Merci, Amr. La situation est différente de ce qu'elle était il y a un an, ce qui nous amène tout naturellement à nous tourner vers Turki al-Faisal. Dans un an l'Arabie Saoudite ne sera probablement pas où en est l'Égypte aujourd'hui, et quand Amr Moussa dit que l'ensemble du monde arabe aura changé d'ici environ cinq ans, qu'en pensez-vous ? L'Arabie Saoudite n'était certainement pas à l'abri et elle a consacré beaucoup d'argent cette année à apaiser les revendications sociales et politiques. Où l'Arabie Saoudite va-t-elle ?

SAR le Prince Turki Al-FAISAL, Président du Centre du Roi Faisal pour la recherche et les études islamiques

Laissez-moi d'abord vous dire que je partage l'avis d'Amr Moussa, selon lequel le changement survenu l'an dernier dans le monde arabe affecte tous les pays arabes. Personne ne peut le nier. Toutefois, j'aimerais également souligner, comme il l'a dit, de même que maints autres commentateurs précédemment, que ce changement s'opèrera dans les pays en fonction de leur dynamique propre et de leurs spécificités respectives en termes d'existence, d'histoire et de contexte. La péninsule arabique se différencie de l'Afrique du Nord, je dirais en particulier de l'Égypte, en ce sens qu'avant le 20^e siècle elle n'a jamais été une nation, contrairement à l'Égypte et, manifestement, mais je pense aussi historiquement, à l'Irak, ou même à ce qui s'appelait le Sham (la Syrie). C'était une mosaïque d'émirats régionaux et de tribus, qui se sont livrés bataille plus d'une fois pour la possession des ressources en eau, des zones de pâturages, etc., et qui la plupart du temps étaient l'appendice d'un pouvoir impérial, en quelque sorte, plus puissant qui existait hors de la péninsule arabique. Cela remonte à des temps immémoriaux.

L'unité politique et la formation de nations dans la péninsule ont donc commencé au 20^e siècle, et les gens, moi y compris, se rappellent encore la pauvreté qui sévissait et la vie difficile que nous menions avant que l'unité politique ne se fasse. C'est pourquoi nous attachons une plus grande importance, pour ainsi dire, à la stabilité et à la préservation des liens et des privilèges qui ont conduit les classes dirigeantes de la péninsule à s'unir pour créer ces pays.

Vous demandez si l'Arabie Saoudite sera la même l'année prochaine. En fait, elle ne le sera pas. De même qu'elle n'est pas la même qu'hier ou que l'année dernière. Depuis la création de l'Arabie Saoudite en 1932, les réformes politiques, sociales et économiques ont été la règle quotidienne plus que l'exception. La création même de l'État saoudien en 1932 a été l'expression d'une réforme politique, d'une volonté de rassembler ceux que je viens de mentionner – les acteurs tribaux et régionaux – au sein d'une unité politique. La construction de l'État et la mise en place des institutions de cette entité politique se sont déroulées au cours des dernières années, ainsi la réforme politique a été un processus continu. Ce processus n'a pas été marqué par de profonds désaccords sociaux ou des conflits entre les dirigeants ou les dirigés : il s'est opéré sur un plan tant horizontal que vertical.

L'avant-garde des réformateurs au Royaume était formée de dirigeants politiques qui avaient anticipé qu'il serait difficile de maintenir l'unité nationale et la cohésion sociale et que les problèmes liés aux développements dans les pays voisins, en Égypte ou ailleurs, ne seraient pas les seuls qui se poseraient : d'autres problèmes, comme celui de l'éradication de la maladie, ont été une source majeure d'activité dans le Royaume. Un de mes frères aînés a souffert



de la diphtérie quand il était un jeune garçon, et d'autres membres de la communauté ont souffert de la variole et d'autres maladies qui décimaient littéralement des communautés entières à mon époque. C'était un gros problème. Il y a aussi le problème de l'éducation. Quand j'ai commencé à fréquenter l'école au début des années 1950 en Arabie Saoudite, vous pouviez compter le nombre des écoles sur les doigts de la main. Dans ces années-là, le taux d'alphabétisation, chez les hommes ou chez les femmes, était l'un des plus faibles, à moins de 10 %. C'était un problème majeur que nous devions surmonter. Il y a le problème de la pauvreté. Quand j'étais jeune, tout le pays était pauvre. Pour pouvoir gouverner l'Arabie Saoudite, feu le Roi Abdul-Aziz a littéralement emprunté de l'argent à des marchands, car bien sûr à cette époque nous n'avions même pas de banques. C'était un autre problème. Tous ces problèmes nous ont affectés et continuent de nous affecter.

La génération suivante saura moins ce par quoi nous avons dû passer quand j'étais jeune, ou peut-être le tolèrera moins, et c'est un autre problème que nous espérons résoudre non seulement en mettant en place le cadre nécessaire pour les réformes, le gouvernement participatif, la Justice et l'égalité des chances qu'ils méritent, mais aussi en n'attendant pas d'eux qu'ils portent le même regard que nous sur le monde. En ce qui concerne ce problème, je pense que nous devons attendre et voir.

Cependant, le Royaume ne sera pas l'an prochain ce qu'il est cette année. Par exemple, en septembre, le roi Abdullah a promulgué un décret incluant les femmes dans notre système électoral, pas simplement pour avoir le droit de vote, mais également pour être représentées dans le système lui-même et

et au Majlis al-Shura, le Conseil consultatif du Royaume. De par cette seule mesure le Royaume n'est déjà plus aujourd'hui ce qu'il était avant qu'elle ne soit prise.

Tous ces changements que se produisent dans le Royaume concernent, comme je l'ai déjà dit, le niveau horizontal mais aussi le niveau vertical et une chose que je peux dire au sujet de la façon dont le Royaume veut relever les défis du développement, des droits de l'homme, de la liberté, et de toutes les aspirations que les hommes partagent dans le monde ainsi que des valeurs dont M de Montbrial a parlé précédemment, c'est que sera par les réformes. Réformer n'est plus un choix pour nous. C'est une nécessité. Pour nous, être capables de relever les défis d'offrir la justice, le bien être et l'égalité des chances est une chance autant qu'un défi.